

17 millions de retraité-e-s, une force mobilisée !

La période actuelle est complexe et peut susciter une angoisse légitime. La remise en cause du droit international, la multiplication des conflits armés et les tensions mondiales, et la progression de l'extrême droite dans le monde ont de quoi soulever beaucoup d'inquiétude.

Tout nous est présenté (budget de la Sécurité sociale, de l'État, retraite, logement...) comme si les moyens financiers n'existaient pas. La seule solution serait de rogner sur les mesures sociales avec une cible particulière : les retraité.e.s.

Les quelques reculs que les mobilisations ont imposé concernant le blocage du niveau des pensions, le non doublement des franchises et participations forfaitaires, le maintien de l'abattement fiscal de 10%, sont insuffisants et ne répondent pas aux besoins des 17 millions de retraité.es.

Vivre dignement notre retraite

Il ne faut pas se résigner, avancer nos propositions et porter nos exigences. Le gain d'espérance de vie est un progrès pour toute la société. Le vieillissement est aussi une chance pour bâtir une société solidaire, intergénérationnelle. Mais, le gouvernement estime qu'il s'agit uniquement d'un coût à réduire comme l'exige l'Union européenne.

La retraite est un choix de société essentiel qui suppose d'intégrer pleinement dans les politiques publiques mises en œuvre la notion de société pour tous les âges.

Les retraité.es cible du gouvernement et du patronat.

La preuve en est l'augmentation du forfait hospitalier et urgences hospitalières issue d'un décret récent. Le report annoncé le 12 février dernier, de la présentation d'une loi « grand âge » démontre une nouvelle fois la non prise en compte du vieillissement de la population par le gouvernement.

Les pensions perçues sont le fruit du salaire socialisé après des décennies de travail. Aujourd'hui, 60% des retraité.e.s touchent une pension inférieure au SMIC, nombre de retraité.es sont dans l'obligation de vendre leur logement pour financer leur placement en EHPAD afin de ne pas faire supporter les coûts à leur famille.

Aujourd'hui, la perte d'autonomie d'une personne âgée ou handicapée est souvent prise en charge par une parenté, un.e conjoint.e. La charge mentale et physique imposée aux aidant.e.s et aux personnes en perte d'autonomie par le manque de moyens et de structures d'accueil est intolérable.

Cette situation démontre le peu de cas que fait le gouvernement actuel des besoins des retraités.es et des personnes âgées en perte d'autonomie.

Ce 2 avril, les retraités.e.s sont à nouveau mobilisé.e.s

Avec sept organisations syndicales et associations dans des actions départementales, voire régionales, Les retraité.e.s s'expriment sur leurs exigences sociales, leur pouvoir d'achat, la protection sociale, le développement des services publics en proximité.

Le service public, c'est l'égalité face à la santé, face à l'école, face au logement. C'est la fraternité quand nous parlons de démocratie locale ou d'accès à la culture. Le service public, c'est rendre réelle la devise républicaine qui figure au fronton des mairies : « liberté, égalité, fraternité ».